



Enseignement professionnel et technologique

janvier 2008

⚡ Contre la généralisation des Bac Pro 3 ans et la suppression des BEP ⚡ Pour une Formation professionnelle du plus haut niveau pour tous !

Depuis 2 mois, au fur et à mesure des annonces rectorales, les personnels se sont mobilisés contre les décisions de Darcos qui vont imposer à la rentrée 2009 la disparition des sections de BEP et la réforme du Bac Pro en 3 ans.

Cette politique, qui a été menée dans l'opacité la plus totale, est maintenant assez claire : c'est certainement à une refonte complète de l'ensemble du lycée que se prépare le ministère. Le bouleversement qui s'opère n'est pas guidé par des préoccupations pédagogiques. C'est la "nécessité" pour le ministère de l'Éducation de trouver les moyens de supprimer 20 000 emplois d'enseignants, pendant 4 ans (*cf encadré ci-contre*) qui détermine cette "réforme".

L'Éducation nationale et ses fonctionnaires sont la cible privilégiée de Bercy. C'est pourquoi nous serons en grève pour l'emploi public le 24 janvier à l'appel de nos fédérations syndicales.

Apprendre en 3 ans, pour tous les élèves de bac pro, ce qui s'apprend aujourd'hui en 4 ans, n'est pas réaliste. Tant pis, ces élèves seront les sacrifiés des restrictions budgétaires décidées pour 2008 et des budgets à venir.

Bourrer les classes, réduire la durée de formation, les modules et les options, le nombre de classes passerelles, c'est la logique dans laquelle le gouvernement veut entraîner les organisations syndicales en affirmant que l'on peut faire mieux avec moins de moyens.

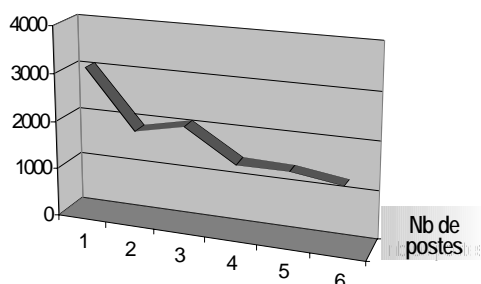
Côté conditions de travail, nous voilà prévenus, c'est aussi pour cela que nous serons dans l'action.

Côté salaire c'est aussi très clair : à ce jour aucune augmentation du point d'indice n'est prévue pour 2008 ! Supprimer les emplois pour payer plus les fonctionnaires, c'était la devise cynique du président de la République lors de sa campagne. Supprimer massivement les emplois des personnels de l'Éducation, bloquer les salaires des fonctionnaires, s'attaquer à la formation professionnelle c'est la politique qu'il prétend imposer !

Les personnels de l'Éducation en ont assez. Nous serons massivement en grève le jeudi 24 janvier pour imposer la revalorisation des salaires à laquelle nous avons droit, pour refuser les 80 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires de l'Éducation, pour s'opposer à une politique scolaire contraire aux intérêts des élèves, pour une formation professionnelle et technologique du plus haut niveau pour tous !

**Participez
massivement
à la grève
et aux
manifestations
unitaires du
jeudi 24 janvier.**

Évolution des postes de PLP ouverts
aux concours externes depuis 2003



Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Postes	3105	1900	2100	1450	1436	1288

L'enseignement professionnel

Un débat détourné

La généralisation des baccalauréats professionnels en 3 ans est au centre des transformations que veut imposer le ministre de l'Éducation.

Xavier Darcos, malgré un recul sur 2008 à la suite de la mobilisation des personnels, n'entend pas revenir sur ce principe et veut réduire la discussion future aux seules modalités de sa mise en œuvre.

C'est ainsi que son cabinet déclarait à l'AEF (dépêche 88647 du 14 décembre 2007) : "Il est hors de question de suspendre quoi que ce soit", "la généralisation du bac pro 3 ans sera effective à la rentrée 2009, il n'est pas question de ralentir le rythme des réformes. En revanche, nous discuterons avec les syndicats des modalités". Le calendrier, lui, est maintenu.

Dans ces conditions, l'UNSEN-CGT ne signera pas le protocole de discussion.

Le ministre souhaite développer durablement les CAP, alors que ces formations correspondent de moins en moins aux débouchés. De fait, les élèves engagés dans ces formations n'auront quasiment pas, contrairement aux élèves de BEP, la possibilité de poursuivre leurs études.

Cette réforme du baccalauréat professionnel n'est pas d'ordre pédagogique mais avant tout budgétaire. Comment ne pas penser à la suppression des 8800 emplois d'enseignants dans le second degré pour 2008, et à l'annonce des 20 000 par an pendant les 4 ans qui restent de la mandature ?

Tout laisse penser qu'il s'agit là de la première phase d'un vaste projet de restructuration qui concerne l'ensemble du second degré, y compris la voie générale. Elle conduirait à limiter l'offre de formation pour en réduire les coûts.

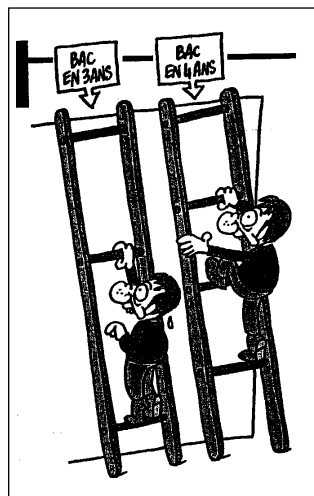
→ L'UNSEN-CGT est prête à discuter de l'ensemble des problématiques qui permettent de développer toutes les potentialités de cette voie spécifique qui est celle de l'enseignement professionnel, y compris de la mise en place d'un nombre limité de baccalauréats professionnels 3 ans. Mais la décision unilatérale du ministre conduira à déstabiliser d'avantage cette voie de formation.

La généralisation des bacs pro 3 ans ne doit pas se discuter uniquement dans le cadre de la voie professionnelle car elle percute aussi la nature du baccalauréat technologique.

Nous sommes attachés à ce que le maximum de jeunes, et à terme la totalité de ceux-ci, accèdent au niveau IV de formation (niveau du baccalauréat). Le bac professionnel doit garder sa finalité d'insertion professionnelle. Il doit cependant permettre la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur, notamment dans les Sections de Techniciens Supérieurs.

Cet objectif ne pourra être atteint en supprimant les sections de BEP qui permettent aux élèves d'acquérir les techniques de bases transversales, de dépasser, pour certains, leurs difficultés scolaires, d'affirmer et de préciser en deux ans leur projet professionnel pour s'orienter vers un bac professionnel ou un bac technologique.

→ L'UNSEN-CGT estime que le nombre d'élèves qui obtiennent le baccalauréat professionnel est aujourd'hui insuffisant. La généralisation du baccalauréat professionnel en 3 ans aboutira, pour nombre d'entre eux, à des difficultés supplémentaires pour obtenir un diplôme de niveau IV et construire leur qualification professionnelle. C'est une des conclusions d'un rapport de l'Inspection Générale (rapport Prat) que le ministre refuse de prendre en compte.



C'est pourquoi l'UNSEN-CGT appelait à poursuivre la mobilisation du 17 au 21 décembre et proposait une journée de grève nationale en janvier.



La fuite des élèves entre le BEP et le Bac pro, qui est réelle aujourd'hui, est à rechercher dans :

- Les capacités d'accueil en bac pro ; il n'existe qu'une section de bac pro pour 2 sections de BEP.
- L'éloignement des lieux de formation ; cela interpelle la qualité des transports, la qualité de l'accueil des élèves internes et le coût des frais de scolarité.
- Les difficultés sociales et financières des familles ; la CGT revendique pour les jeunes lycéens une allocation d'étude.
- Les difficultés scolaires persistantes pour certains d'entre eux.

Le ministre persiste dans sa volonté de généralisation des bacs pro 3 ans

La réforme engagée par Xavier Darcos risque de porter un coup fatal à la formation professionnelle initiale qui, situation rare en Europe, fait partie intégrante de l'Education nationale. Elle aura forcément des répercussions sur le devenir des formations technologiques. Ce n'est donc pas une mince affaire.

Le ministre a pourtant lancé l'opération "bacs pro 3 ans" en cachant l'information et en masquant ses intentions. Après quelques déclarations générales à la fin de l'été, il fixait fin octobre, avec une note de service "clandestine", les objectifs à atteindre pour la rentrée 2008.

La CGT Educ'action et ses organisations académiques et départementales ont **dénoncé** ce qui se tramait et pris rapidement l'initiative d'une **intersyndicale au niveau national**, largement relayée dans les régions. **Dès lors, les mobilisations se sont multipliées sous différentes formes. Aux protestations syndicales s'en sont ajoutées d'autres venant des conseils régionaux ou de comités économiques et sociaux régionaux.**

Sous la pression grandissante, le ministre a proposé aux organisations syndicales de signer un "protocole de discussion" en affirmant qu'il mettait "la pédale douce pour la rentrée 2008". Le SNETAA s'est empressé de signer, suivi par d'autres organisations. **Aujourd'hui, le ministre se targue d'avoir installé le dialogue social, mais le débat est détourné.**

A l'heure où ces lignes sont écrites, certains recteurs revoient à la baisse l'ampleur des transformations, d'autres hésitent et réservent leur décision, par contre plusieurs restent sur l'objectif de transformations drastiques de secondes professionnelles. Pour la rentrée 2008, rien n'est donc réglé. Le 20 décembre, les membres des CPC¹ et du CIC² ont été réunis pour un "lance-

ment" symbolique de la réforme. Le ministre a réitéré ses intentions sans moduler quoique ce soit. A l'occasion d'un débat très court, la CGT a dénoncé la méthode et le fond. Le moins que l'on puisse dire c'est que la tonalité générale n'était pas à l'enthousiasme et au soutien des orientations ministérielles. On a même entendu le représentant de la CGPME³ s'inquiéter de la réduction d'une année de formation "qui pose question sur l'employabilité".

Le programme de travail confié à la DGESCO⁴ a été révélé. Tout doit être bouclé pour la rentrée 2009.

Il s'agira de :

- ❶ Définir le nouveau BEP qui devra s'inscrire dans les cursus bacs pro et dont il faudra cerner les conditions de validation.
- ❷ Concevoir de nouvelles secondes sur des champs professionnels plus larges. Chaque seconde devra déboucher sur 2 ou 3 BEP.
- ❸ Construire les nouvelles grilles horaires.
- ❹ Modifier en conséquence le code de l'Education, produire les arrêtés nécessaires, etc.

L'aspect pédagogique passe au second plan. Pour le ministre, l'important c'est la structure et le plus important de tout, c'est le budgétaire. Le résultat de la réforme s'évaluera aussi par la suppression massive de postes.

Dans ces conditions, la CGT Educ'action est engagée dans un appel intersyndical avec le SNUEP-FSU, FO et SUD, qui soutient les initiatives prises dans les régions et précise : "L'évolution de la voie professionnelle doit se faire dans le sens de l'intérêt des élèves, elle ne peut s'effectuer dans le cadre budgétaire des suppressions massives d'emplois.... C'est pourquoi nous appelons aussi les personnels à participer massivement à la journée de grève et de manifestation, le jeudi 24 janvier."

Une démarche syndicale cohérente !

La "généralisation" des Bac en 3 ans s'appelle dorénavant la "réforme des Bac Pro en 3 ans".

C'est ce qui ressort du protocole signé par plusieurs organisations syndicales, dont certaines le font suite à une volte face complète sur cette question entre le 21 novembre (déclaration commune SNETAA - FO) et le 18 décembre.

La CGT Educ'action a refusé de signer un texte qui parle du Bac Pro en 3 ans et ne mentionne plus du tout le parcours professionnel BEP (2ans) et Bac Pro (2ans). Le SNUEP-FSU, FO et SUD ont refusé également de ratifier ce protocole qui maintient l'objectif de suppressions des Bac Pro en 4 ans, même si le calendrier en est différé. Ceci reste d'ailleurs à vérifier puisque, sur une académie comme celle de Versailles, le constat serait un doublement des Bac Pro 3 ans (on passerait de 16 % à 35 %, soit 10 % de plus que l'objectif de Xavier Darcos !).

La CGT ne s'est jamais opposée, a priori, à l'évolution des structures pédagogiques au collège comme au lycée (4^e expérimentale en 1984, introduction des Baccalauréats professionnels en 1985, expérimentation des Bac en 3 ans en 2007). Notre réflexion s'appuie sur la nécessité d'augmenter le niveau général des qualifications, l'exigence d'un niveau de culture générale élevé, la prise en compte des difficultés rencontrées par les jeunes dans leur cursus scolaire.

C'est avec l'ensemble de ces paramètres et à partir de nos pratiques professionnelles sur le terrain que nous défendons aujourd'hui le maintien de parcours différenciés, en 3 ans et en 4 ans, pour les élèves des Bac Professionnels. Evidemment nous sommes très loin des directives du ministère du Budget pour qui "réflexion pédagogique" se traduit "compressions budgétaires".

Protocole ou non, ce sont les personnels qui vont devoir se prononcer et se mobiliser en janvier pour empêcher que la voie professionnelle, ses élèves et ses personnels, ne soient sacrifiés au nom des restrictions imposées à la Fonction Publique.

¹ Commissions Professionnelles Consultatives : elles élaborent les diplômes

² Conseil Interprofessionnel Consultatif : il donne un avis sur le programme des CPC

³ Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises

⁴ Direction Générale de l'enseignement scolaire

Pour une réelle qualification de niveau IV, accessible au plus grand nombre, il faut maintenir les deux cursus possibles : BEP + BAC (2 + 2) et BAC 3 ans !

La CGT Educ'action soutient le principe du maintien de parcours diversifiés pour l'accès au baccalauréat et au BTS.

Une formation **Bac Pro en 3 ans est possible, dans certaines professions, pour une partie des élèves** ; l'expérience a prouvé que cela était réalisable. **Ce que nous rejetons, c'est l'affirmation du ministère que le cursus en 3 ans soit possible pour la totalité des élèves qui atteignent aujourd'hui ce niveau en 4 ans.**

Les conclusions des enseignants qui ont participé à l'expérience, comme les conclusions du rapport Pratt sont sans ambiguïté :

pour les élèves les plus en difficulté, c'est mission impossible. Supprimer les formations BEP + Bac Pro, c'est cantonner des élèves au niveau V (CAP) alors, qu'aujourd'hui, ils sortent avec un Bac. Le risque est aussi de voir ces milliers d'élèves abandonner leur scolarité en cours de formation, sans réelle qualification.

Pour la première fois dans l'histoire de la formation professionnelle publique on aboutirait à une réduction de la durée globale de formation. Des CAP 3 ans sortie 5^e, on est passé au BEP 2 ans sortie 3^e (+ 1 an de scolarité) puis au Bac Pro (+ 2 ans de formation). A ceux qui obtiennent aujourd'hui un niveau IV en 4 ans après le collège, on ne laisserait que la possibilité d'un niveau V en 2 ans.

Le libéralisme est passé par là : pourquoi dépenser tant d'argent pour former correctement des jeunes ? À la précarisation des emplois on ajoute la précarisation de la formation !

La diversification ça fonctionne. Pendant plus de 30 ans le cursus BEP + Première d'adaptation + Terminale technologique a permis à des dizaines de milliers de lycéens de réussir, en 4 ans, un baccalauréat technologique que d'autres obtenaient en 3 ans. C'est avec cette même démarche pédagogique que nous revendiquons aujourd'hui le maintien d'un cursus (2 + 2) pour le Bac Pro, comme nous revendiquons la possibilité d'une prise en charge spécifique dans les formations BTS de Bac Pro.

Parcours diversifiés, classes passerelles, classes d'adaptation, toutes ces structures nécessitent des moyens humains et matériels. Ce n'est guère dans la logique gouvernementale, tout le monde l'a bien compris. C'est bien à nous, enseignants, aux élèves et leurs parents, à l'ensemble des salariés, de proposer et d'imposer des solutions qui soient conformes à l'exigence du service public d'enseignement professionnel, pour la formation des ouvriers, employés et techniciens qualifiés. C'est le sens de l'engagement de la CGT dans cette lutte contre la politique ministérielle.

Les conditions de travail vont s'aggraver !

Raccourcir la durée de formation d'un an, diminuer le nombre de filières, réduire la diversité des sections, c'est permettre aux rectorats de remplir plus facilement à 30 élèves les classes de bac pro en 3 ans. Dans ces classes, les enseignants devront faire "passer" un contenu disciplinaire identique à celui d'une formation en 4 ans, tout en y intégrant une "validation" de niveau V, probablement du type CCF, au cours de la deuxième année !

Pas besoin de faire un dessin. Tous ceux qui sont sur le terrain connaissent bien, aujourd'hui, les difficultés importantes auxquelles sont confrontés les enseignants devant une classe de LP de 30 élèves, un public très hétérogène, un rythme d'acquisition soutenu et l'organisation du CCF. La généralisation des bac pro 3 ans par la disparition totale du cursus BEP + Bac (2 + 2) va donc engendrer des difficultés supplémentaires importantes dans les gestions de classes, une surcharge de travail avec l'organisation des CCF, des conditions d'étude détériorées pour une large majorité de nos élèves. A terme, cela ne peut se traduire que par une dévalorisation du baccalauréat professionnel ou l'éviction de ce cursus d'élèves, ceux les plus en difficulté.

Aucune de ces hypothèses n'est acceptable. Mais cela va se traduire également par des économies budgétaires très conséquentes. N'est-ce pas cela l'essentiel pour le gouvernement ?



Ens. prof^{ts} janv. 2008

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite : me syndiquer prendre contact

Nom Prénom

Adresse personnelle

Code postal Commune

Grade ou corps Discipline

Etablissement

Code postal Commune

Tél E-mail

UNSEN-CGT - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil cedex - Tél. : 01 48 18 81 47 - e-mail : unsen@ferc.cgt.fr